

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
Bureau de l'environnement
et des affaires foncières
Référence : ICPE 1100039

Arrêté préfectoral du 24 JUIL. 2012
autorisant l'exploitation d'un élevage de poules pondeuses par
la SARL AVICOLE DU FRESQUET sur la commune de Gaillac (81600)

La préfète du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,
Chevalier du Mérite agricole,

- Vu le règlement (CE) 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine ;
- Vu la directive 2008/1/CE du parlement européen et du conseil du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution ;
- Vu le Code de l'environnement et notamment son livre V, titres 1er et V, parties législative et réglementaire ;
- Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret du Président de la République du 7 juin 2012 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER en qualité de préfète du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 25 juin 2012, portant délégation de signature à Madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture du Tarn ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les ICPE et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié, relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications ;

- Vu l'arrêté ministériel du 07 janvier 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2170 «engrais et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques» et mettant en œuvre un procédé de transformation biologique aérobie (compostage) des matières organiques ;
- Vu l'arrêté ministériel du 1er février 2002 établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevages ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration des émissions polluantes et des déchets ;
- Vu l'arrêté du 1er décembre 2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 29 janvier 1971 autorisant l'installation d'un poulailler de 16 000 poules par Jean Calléja ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 1981 autorisant l'exploitation d'un élevage de 123 000 poules pondeuses par Jean Calléja ;
- Vu le récépissé de déclaration du 11 mars 2005 par lequel l'EARL DU FRESQUET signale qu'elle a succédé à Monsieur Jean Calléja dans l'exploitation d'un élevage de 123 000 poules pondeuses ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 avril 2005 imposant à l'EARL DU FRESQUET des prescriptions pour l'épandage d'effluents de 123 000 poules pondeuses ;
- Vu l'arrêté modificatif du 04 juillet 2005 précisant que l'arrêté préfectoral du 27 avril 2005 ne concernait uniquement que l'année 2005 pour 300 tonnes de fientes ;
- Vu le bilan de fonctionnement de l'exploitation transmis le 24 mai 2004, complété le 29 mai 2007 et également le 26 mai 2010 par la mise à jour de l'étude d'impact et la réorganisation de l'exploitation ;
- Vu la lettre du 13 octobre 2010, reçue en préfecture le 15 octobre 2010, dans laquelle l'exploitant signale son changement de statut (EARL à SARL) ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2010 autorisant la SARL AVICOLE DU FRESQUET à réduire sa capacité de production à 75 000 animaux-équivalents dans le cadre de la mise aux normes «bien être» des poules pondeuses et permettant la validation du bilan de fonctionnement décennal ;
- Vu la demande présentée par la SARL AVICOLE DU FRESQUET, reçue en préfecture le 21 juillet 2011 et complétée le 12 décembre 2011, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter, dans le cadre d'une extension, un élevage de 120 000 animaux-

équivalents volailles, au lieu-dit «Le Fresquet» sur le territoire de la commune de Gaillac (81600), au titre de la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'étude d'impact, l'étude des dangers, les plans et éléments joints à cette demande ;

Vu l'avis de l'inspection des installations classées (direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations) du 29 décembre 2011, reçu en préfecture le 3 janvier 2012 relatif à l'examen de recevabilité du dossier susvisé ;

Vu l'accord tacite du préfet de la région Midi-Pyrénées, autorité environnementale, du 21 mars 2012 ;

Vu le dossier de l'enquête publique ouverte du lundi 26 mars 2012 au vendredi 27 avril 2012 inclus sur le territoire de la commune de Gaillac sur la demande susvisée, le rapport, les conclusions motivées et l'avis favorable du commissaire enquêteur, reçus le 16 mai 2012 ;

Vu le dossier de l'enquête administrative, l'avis des services administratifs et des conseils municipaux des communes de Gaillac, Brens, Lisle-sur-Tarn et Montans ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 7 juin 2012 ;

Vu la lettre du 18 juin 2012 par laquelle la SARL AVICOLE DU FRESQUET a été destinataire du rapport et des propositions de l'inspection des installations classées et invitée à formuler ses observations éventuelles en Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) le 27 juin 2012 ;

Vu l'avis du CODERST en sa séance du 27 juin 2012 ;

Vu le courrier du 3 juillet 2012 par lequel l'exploitant a été destinataire du projet d'arrêté et invité à formuler ses éventuelles observations écrites dans le délai mentionné à l'article R. 512-26 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'établissement est soumis à autorisation préfectorale, au titre de la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature des installations classées, et que l'exploitant possède les capacités techniques et financières nécessaires à son exploitation,

Considérant que la nature et l'importance des installations pour lesquelles une autorisation est sollicitée et leur voisinage, les niveaux de nuisances et de risques résiduels, définis sur la base des renseignements et engagements de l'exploitant dans son dossier de demande, et notamment dans ses études d'impact et de dangers, nécessitent la mise en œuvre d'un certain nombre de précautions permettant de garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,

Considérant que les prescriptions techniques annexées au présent arrêté, qui prennent en compte les avis et remarques formulées lors de la procédure d'enquête publique et administrative sont de nature à réduire les nuisances et inconvénients susceptibles d'être générés par le fonctionnement des installations et constituent des mesures compensatoires suffisantes afin de permettre de sauvegarder les intérêts susmentionnés,

Considérant que les conditions d'autorisation doivent être suffisamment précises pour limiter les litiges susceptibles de survenir dans l'application du présent arrêté,

Considérant que le présent arrêté fixe les moyens de sécurité, de prévention et de lutte contre l'incendie à mettre en place,

Considérant en outre que le présent arrêté définit les modalités de mise à l'arrêt des installations ainsi que les conditions de réhabilitation du site en cas de cessation définitive des activités,

Considérant, suivant les dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'environnement, que les dangers ou inconvénients des installations considérées peuvent être prévenus par des mesures que spécifient l'arrêté préfectoral d'autorisation,

Considérant que le permis d'exploiter au sens de l'arrêté du 29 juin 2004 doit être révisé régulièrement, notamment en fonction des meilleures techniques disponibles applicables aux activités de l'établissement,

Considérant que la gestion consciencieuse de l'exploitation contribue à une performance environnementale améliorée pour un élevage intensif de volailles et que l'exploitant prend toutes les dispositions pour réduire les émissions de toutes sortes de son établissement en agissant dès l'amont,

Considérant que l'exploitant doit mettre en œuvre des mesures de gestion environnementale, tracées par des enregistrements, des mesures alimentaires efficaces pour réduire les quantités d'azote et de phosphore rejetées par les animaux, ainsi que les Meilleures Techniques Disponibles pour la conception du logement, pour la réduction de la consommation d'eau et d'énergie, pour le stockage des effluents et le traitement des effluents à l'exploitation,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Tarn,

a r r ê t e

Article 1^{er} : Le présent arrêté est pris exclusivement au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Sous le bénéfice de cette remarque et sous réserve des droits des tiers, la SARL AVICOLE DU FRESQUET est autorisée à exploiter un élevage de 120 000 animaux-équivalents volailles, au lieu-dit «Le Fresquet» sur le territoire de la commune de Gaillac (81600), au titre de la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2 : Le classement de l'activité exploitée sur le site, visée à l'article 1er, est repris dans le tableau inclus dans les prescriptions techniques ci-annexées, au titre de la nomenclature des installations classées.

Article 3 : L'ensemble des installations doit satisfaire à tout moment aux prescriptions techniques annexées au présent arrêté et aux dispositions du dossier de demande d'autorisation non contraires à la présente autorisation.

Article 4 : Les installations classées sont situées et installées conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Tout projet de modification de ces plans doit, avant réalisation, faire l'objet d'une demande d'autorisation au préfet.

Article 5 : Élevage IPPC

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) telles que définies en annexe et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Article 6 : L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le code du travail (parties législative et réglementaire) et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 7 : La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 8 : L'administration se réserve le droit de fixer ultérieurement toutes nouvelles prescriptions que le fonctionnement ou la transformation de cette installation rendraient nécessaires dans l'intérêt de la santé, de la sécurité et de la salubrité publiques, de l'agriculture, de la protection de la nature et de l'environnement ainsi que de la conservation des sites et des monuments, sans que l'exploitant puisse prétendre à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 9 : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cet établissement qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Article 10 : L'exploitant doit se soumettre à la visite de son installation par l'inspecteur des installations classées.

Article 11 : Tout transfert de l'installation classée sur un autre emplacement, toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'outillage ou du travail, toute extension de l'exploitation entraînant une modification notable des conditions imposées par l'arrêté d'autorisation nécessiteront, le cas échéant, une demande d'autorisation complémentaire qui devra être faite préalablement aux changements projetés.

Article 12 : Dans le cas où l'installation changerait d'exploitant, le successeur ou son représentant devra en faire la déclaration à la Préfecture dans le mois qui suivra la prise de possession.

Article 13 : Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci, et précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt d'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant doit en outre placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du Code de l'environnement.

Article 14 : En cas de vente, le vendeur du terrain où se trouve cette installation est tenu d'en informer par écrit l'acheteur, il devra l'informer, également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation.

Si le vendeur est l'exploitant de l'installation, il indique également par écrit à l'acheteur si son activité a entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives. L'acte de vente atteste de l'accomplissement de cette formalité.

A défaut, l'acheteur a le choix de poursuivre la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix; il peut aussi demander la remise en état du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette remise en état ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.

Article 15 : La secrétaire générale de la préfecture du Tarn, le maire de Gaillac, l'exploitant, ainsi que l'inspection des installations classées (direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera déposée en mairie de Gaillac pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Un extrait en sera affiché à la mairie de Gaillac pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal sera dressé de cette formalité et transmis à la préfecture.

Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture pour une durée identique.

Il sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par le bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera publié par les soins des services préfectoraux, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Une copie du présent arrêté sera adressée pour information à messieurs les maires des communes de Brens, Lisle-sur-Tarn et Montans ainsi qu'au directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Fait à Albi, le **24 JUIL. 2012**
Pour la préfète et par délégation,
le sous-préfet, directeur de cabinet,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'X' followed by a period.

Xavier DEGRANGE

Délais et voie de recours

Conformément aux articles L. 514-6 et L. 515-27 du Code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Toulouse par :

- l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié
- les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Ce délai est, le cas échéant, prolongé de six mois à compter de la mise en activité de l'installation.

Annexe : définition des MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (MTD)

Les meilleures techniques disponibles se définissent comme le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

Par «techniques», on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt.

Par «disponibles», on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel ou agricole concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en prenant en considération les coûts et les avantages, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire, pour autant que l'exploitant concerné puisse y avoir accès dans des conditions raisonnables.

Par «meilleures», on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble

Domaines d'applications : les considérations à prendre en compte en général ou dans un cas particulier lors de la détermination des meilleures techniques disponibles dans des conditions économiquement et techniquement viables, compte tenu des coûts et des avantages pouvant résulter d'une action, sont les suivantes :

- utilisation de techniques produisant peu de déchets ;
- utilisation de substances moins dangereuses ;
- développement des techniques de récupération et de recyclage des substances émises et utilisées dans le procédé et des déchets, le cas échéant ;
- procédés, équipements ou modes d'exploitation comparables qui ont été expérimentés avec succès à une échelle industrielle ;
- progrès techniques et évolution des connaissances scientifiques ;
- nature, effets et volume des émissions concernées ;
- dates de mise en service des installations nouvelles ou existantes ;
- durée nécessaire à la mise en place d'une meilleure technique disponible ;
- consommation et nature des matières premières (y compris l'eau) utilisées dans le procédé et l'efficacité énergétique ;
- nécessité de prévenir ou de réduire à un minimum l'impact global des émissions et des risques sur l'environnement ;
- nécessité de prévenir les accidents et d'en réduire les conséquences sur l'environnement.

Prescriptions techniques

Annexées à l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2012

autorisant la SARL AVICOLE du FRESQUET
à exploiter un élevage de 120 000 poules pondeuses
sur le territoire de la commune de Gaillac.

TITRE 1 : PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE 1 : BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION	3
Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation.....	3
Article 1.2 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	3
ARTICLE 2 : NATURE DES INSTALLATIONS	3
Article 2.1 - liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	3
Article 2.2 - Situation de l'établissement.....	4
Article 2.3 - Autres limites de l'autorisation.....	4
Article 2.4 - Consistance des installations autorisées	4
TITRE 2 : IMPLANTATION ET AMENAGEMENT DE L' INSTALLATION	5
ARTICLE 3 : EXPLOITATION DES INSTALLATIONS	5
ARTICLE 4 : REGLES D'AMENAGEMENT DE L'ELEVAGE	5
ARTICLE 5 : INTEGRATION DANS LE PAYSAGE	5
ARTICLE 6 : LUTTE CONTRE LES NUISIBLES	5
ARTICLE 7 : INCIDENTS OU ACCIDENTS	6
ARTICLE 8 : DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION	6
ARTICLE 9 : INSPECTION DES INSTALLATIONS	6
Article 9.1 - Inspection par l'administration.....	6
Article 9.2 - Contrôles particuliers.....	6
TITRE 3 : PREVENTION DES RISQUES.....	7
ARTICLE 10 : PRINCIPES DIRECTEURS.....	7
ARTICLE 11 : INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.....	7
Article 11.1 - Accès et circulation dans l'établissement.....	7
Article 11.2 - Protection contre l'incendie	7
Article 11.3 - Installations techniques	8
Article 11.4 - Formation du personnel.....	8
ARTICLE 12 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	8
Article 12.1 - Organisation de l'établissement.....	8
Article 12.2 - Rétentions.....	8
Article 12.3 - Réservoirs	9
Article 12.4 - Règles de gestion des stockages en rétention	9
TITRE 4 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	10
ARTICLE 13 : PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	10
Article 13.1 - Origine et consommation.....	10
Article 13.2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement	10

Article 13.3 - Aménagement des réseaux d'eau	10
Article 13.4 - Schémas de circulation des eaux	10
Article 13.5 - Aménagement des aires et locaux de travail	11
ARTICLE 14 : GESTION DES EAUX PLUVIALES	11
ARTICLE 15 : GESTION DES EFFLUENTS	11
Article 15.1 - Valorisation des fientes.....	11
Article 15.2 - Gestion des ouvrages de stockage ou de (pré)traitement : conception, dysfonctionnement.....	12
Article 15.3 - Entretien des réseaux.....	13
Article 15.4 - Eaux usées sanitaires.....	13
TITRE 5 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	14
ARTICLE 16 : DISPOSITIONS GENERALES	14
ARTICLE 17 : ODEURS ET GAZ	14
ARTICLE 18 : EMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES.....	14
TITRE 6 : DECHETS.....	15
ARTICLE 19 : PRINCIPES DE GESTION.....	15
Article 19.1 - Limitation de la production de déchets.....	15
Article 19.2 - Stockage des déchets.....	15
Article 19.3 - Elimination des déchets banals.....	15
Article 19.4 - Elimination des déchets dangereux	15
Article 19.5 - Cadavres d'animaux	15
TITRE 7 : PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	17
TITRE 8 : SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....	18
ARTICLE 20 : PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE	18
ARTICLE 21 : MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE ...	18
Article 21.1 - Bilan de fonctionnement	18
Article 21.2 - Déclaration des émissions polluantes.....	18
ARTICLE 22 : SUIVI ,INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS.....	19

TITRE 1 : PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La Société Agricole à Responsabilité Limitée (SARL) AVICOLE DU FRESQUET dont le siège social est situé « Le Fresquet » 81600 GAILLAC est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le même lieu-dit un élevage de 120 000 animaux-équivalents volailles.

L'exploitation de ces installations doit se faire conformément aux dispositions du code de l'environnement et des textes pris pour son application.

L'installation est un élevage classé IPPC (plus de 40 000 emplacements volailles). Elle est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles telles que définies à l'article R512-28 du code de l'environnement, et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Article 1.2 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les actes suivants sont abrogés ou annulés par le présent arrêté :

- l'arrêté préfectoral du 29 janvier 1971 autorisant l'installation d'un poulailler de 16 000 poules par Jean Calléja ;
- l'arrêté préfectoral du 25 novembre 1981 autorisant l'exploitation d'un élevage de 123 000 poules pondeuses par Jean Calléja ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 avril 2005 imposant à l'EARL du Fresquet des prescriptions pour l'épandage d'effluents de 123 000 poules pondeuses ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2010 autorisant la SARL AVICOLE DU FRESQUET à réduire sa capacité de production à 75 000 animaux-équivalents dans le cadre de la mise aux normes « bien être » des poules pondeuses et permettant la validation du bilan de fonctionnement décennal.

ARTICLE 2 : NATURE DES INSTALLATIONS

Article 2.1 - liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Activité du site	Seuil déclaration	Seuil autorisation	Régime du projet
2111-1	Volailles, gibier à plumes (activité d'élevage, ...)	120 000 animaux-équivalents (Aeq)	5 000 Aeq	30 000 Aeq	A
2170-2	Engrais et supports de culture (fabrication des) à partir des matières organiques Capacité de production	4 tonnes/ jour	> 1 t/j	> 10 t/j	D
1432-2	Liquides inflammables (stockage représentant une capacité équivalente de)	C éq totale = 0.1 m ³	10 m ³	100 m ³	NC
2160	Silos et installations de stockage en vrac (volume du stockage)	134 m ³	5000 m ³	15 000 m ³	NC

2910-A	Combustion: la puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommées par seconde	210 kW	> 2 MW	> 20 MW	NC
2920-2	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives	7,87 kW	---	> 10 ⁵ Pa	NC

A : (autorisation) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2170 « engrais et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques » de l'arrêté ministériel du 07 janvier 2002 ne peuvent pas s'appliquer à l'établissement car il ne s'agit pas d'un procédé de compostage des fientes mais d'un processus de déshydratation par séchage. Cependant, l'activité est soumise aux prescriptions du présent arrêté.

Article 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont implantées sur les parcelles n° 168, 169 et 342, section CD de la commune de Gaillac, au lieu-dit «Fresquet».

Article 2.3 - Autres limites de l'autorisation

Le site de l'exploitation représente une surface totale de 38 071 m², avec une emprise au sol des bâtiments de 4 815 m².

Article 2.4 - Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- deux poulaillers (P1 existant et P2 à construire) de tailles identiques (1 543 m² chacun) et d'une capacité de 60 000 poules pondeuses chacun. A l'extrémité du bâtiment P2, le séchoir sera installé.
- un hangar à fientes (F2 à construire) de 693 m²
- un hangar (F1 existant) de 424 m² pour le stockage du matériel
- un centre d'emballage des œufs (existant), d'une superficie de 612 m², incluant le local calibreuse, le stockage des œufs, les installations de réfrigération et compression, le quai de chargement et de déchargement, les bureaux et un vestiaire.
- le volume des 6 silos de stockage d'aliments est de 134 m³ ;
- Les produits présents sur le site sont:
 - du gazole (1 000 l) et du fluide de refroidissement ;
 - des produits d'entretien;
 - des cadavres d'animaux et déchets d'emballage.
- La puissance des installations de réfrigération est de 7.87kW ;
- La puissance du groupe électrogène est de 210 kW.

TITRE 2 : IMPLANTATION ET AMENAGEMENT DE L'INSTALLATION

ARTICLE 3 : EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 4 : REGLES D'AMENAGEMENT DE L'ELEVAGE

Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes doit permettre l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage ou de traitement.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'au moins un mètre.

ARTICLE 5 : INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

Les nouveaux bâtiments sont de teintes sobres afin de s'intégrer au mieux dans le paysage.

Une bordure naturelle de bosquets de végétation est implantée sur tout le périmètre. Elle est composée de persistants d'essences locales.

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir la sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 6 : LUTTE CONTRE LES NUISIBLES

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

Les installations sont régulièrement nettoyées et désinfectées.

ARTICLE 7 : INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant prend toutes dispositions pour que lui même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puissent être alertés et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8 : DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'agrément sanitaire sous-produits et le dossier de demande d'agrément,
- les résultats d'analyses des andains,
- les bordereaux de suivi de chaque expédition d'engrais,
- les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, etc.),
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum 5 ans.

ARTICLE 9 : INSPECTION DES INSTALLATIONS

Article 9.1 - Inspection par l'administration

L'exploitant doit se soumettre aux visites et inspections de l'établissement qui sont effectuées par les agents désignés à cet effet.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour qu'en toute circonstance, et en particulier lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'interventions extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

Article 9.2 - Contrôles particuliers

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles sonores, des prélèvements (sur les rejets aqueux, sur les rejets atmosphériques, sur les sols, sur les sédiments ...) et analyses soient effectués par un organisme reconnu compétent, et si nécessaire agréé à cet effet par le Ministre de l'environnement, en vue de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation des installations classées. Les frais occasionnés sont supportés par l'exploitant.

TITRE 3 : PREVENTION DES RISQUES

ARTICLE 10 : PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il est notamment interdit de fumer et d'apporter des feux nus à proximité des installations dans des zones délimitées par l'exploitant et présentant des risques d'incendie ou d'explosion.

ARTICLE 11 : INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

Article 11.1 - Accès et circulation dans l'établissement

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'accès à toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Cette disposition concerne particulièrement les ouvrages de stockages des effluents et déchets divers.

Une signalisation appropriée, en contenu et en implantation (sur les voies d'accès et sur la clôture) indique les dangers et les restrictions d'accès. En outre, elle indique la nature des installations, l'identité de l'exploitant et la référence du présent arrêté.

Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage, le stationnement et la mise en œuvre des engins des services d'incendie.

Article 11.2 - Protection contre l'incendie

article 11.2.1 - Protection interne :

La protection interne contre l'incendie peut être assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fuel ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement..

article 11.2.2 - Protection externe :

Dispositions particulières : Prescriptions du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)

L'établissement dispose d'une réserve incendie de 120 m³ comme moyen de lutte contre l'incendie située à moins de 200 mètres des bâtiments. Une clôture protège l'accès à l'ouvrage, avec un portillon muni d'un dispositif d'ouverture compatible avec les outils des sapeurs-pompiers (carré SP, chaîne, ...).

L'exploitant doit notamment veiller à accueillir et diriger les sapeurs-pompiers pour toute demande d'intervention, et prendre en compte les prescriptions contenues dans l'avis du SDIS:

- Signaler les organes de coupure des différentes sources d'énergie (électricité et/ou gaz) par des plaques indicatrices de manœuvre, clairement identifiées. Ces organes de coupure doivent être placés à l'entrée du ou des bâtiments et être manœuvrables en permanence par les services de secours;
- Tenir en permanence à la disposition des sapeurs-pompiers, les plans des bâtiments sous forme de pancarte inaltérable, représentant au minimum tous les niveaux, des locaux à risques particuliers, des dispositifs et commandes de sécurité, des organes de coupure des fluides et des sources d'énergie, et les moyens d'extinction fixes et d'alarmes ;

article 11.2.3 - Numéros d'urgence

Doivent être affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112.

Article 11.3 - Installations techniques

Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées.

Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.

Article 11.4 - Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

ARTICLE 12 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 12.1 - Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 12.2 - Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Article 12.3 - Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Article 12.4 - Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

TITRE 4 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 13 : PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 13.1 - Origine et consommation

Les ouvrages de prélèvement d'eau doivent être aménagés conformément aux dispositions de la réglementation sanitaire en vigueur.

La consommation annuelle représente 9 000 m³. Pour l'abreuvement des animaux (95% de la consommation), la brumisation et la désinfection, l'eau provient du forage situé sur la parcelle 136 section CD. Pour les sas sanitaires et le lavage du centre d'emballage, l'eau provient du réseau (0.5% de la consommation). Un compteur d'eau volumétrique est installé sur chaque approvisionnement. Les volumes prélevés sont relevés mensuellement sur un registre tenu à la disposition des installations classées.

Le forage est réalisé conformément aux normes en vigueur, et devra respecter notamment les points suivants: une margelle béton de 3 m² minimum et d'une hauteur minimum de 30 cm au-dessus du niveau naturel du sol, une élévation de la tête de forage d'au moins 50 cm au-dessus du terrain naturel du sol et un comblement des orifices du tube béton permettant d'isoler l'ouvrage de toute pollution par les eaux superficielles.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage de prélèvement, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin de limiter tout risque de pollution des eaux.

La réalisation de tout nouvel ouvrage ou sa mise hors service est portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations.

Article 13.2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

L'exploitation étant raccordée à la fois sur le réseau public et sur un forage en nappe, les points de prélèvement sont équipés d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour.

Article 13.3 - Aménagement des réseaux d'eau

Les réseaux de collecte, de circulation ou de rejet des eaux de l'établissement sont du type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Tout rejet direct dans le milieu naturel des eaux polluées doit être rendu physiquement impossible.

Tous les circuits de collecte, de transfert ainsi que les ouvrages de stockage des eaux sont conçus pour qu'ils soient et restent étanches aux produits qui s'y trouvent et qu'ils soient aisément accessibles pour des opérations de contrôle visuel, d'intervention ou d'entretien.

Le rejet d'eaux dans une nappe souterraine, direct ou indirect, même après épuration, est interdit.

Article 13.4 - Schémas de circulation des eaux

L'exploitant tient à jour des schémas de circulation des eaux faisant apparaître les sources, les cheminements, les dispositifs d'épuration, les différents points de contrôle ou de regard, jusqu'aux

différents points de rejet qui sont en nombre aussi réduit que possible tout en respectant le principe de séparation des réseaux évoqués ci-dessus.

Ces schémas sont tenus en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 13.5 - Aménagement des aires et locaux de travail

Tous les sols des bâtiments d'élevage (poulaillers, locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, etc.), toutes les installations d'évacuation (convoyeurs, canalisations, etc.) ou de stockage des effluents seront incombustibles, imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité, équipés de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les séparent de l'extérieur.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, des locaux d'emballage et de conditionnement des œufs, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur toute la hauteur susceptible d'être souillée et au minimum sur un mètre à partir du bas.

A l'intérieur des bâtiments de stockage des fientes, les murs sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

La pente des sols ou des installations annexes (aires extérieures revêtues) permet l'écoulement des effluents vers les ouvrages de collecte, de stockage ou de traitement. A l'exclusion de certains caniveaux à écoulement continu dont le fond est horizontal, la pente des ouvrages d'évacuation des effluents ne doit pas être inférieure à 2 %.

Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément aux dispositions du présent arrêté. Tout rejet d'effluents dans les eaux superficielles ou souterraines est interdit.

ARTICLE 14 : GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduares et des effluents d'élevage et peuvent être évacuées vers le milieu naturel ou vers un réseau particulier.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduares ou des effluents.

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

ARTICLE 15 : GESTION DES EFFLUENTS

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduares.

Article 15.1 - Valorisation des fientes

Parallèlement à la production d'œufs, l'exploitant développe son activité de transformation des fientes en engrais organique NF U 42-001. La transformation des fientes en engrais organique normalisé est basée sur une déshydratation par séchoir. Les fientes produites sont collectées sur des tapis disposés sous les cages et sont pré-séchées (60% de matière sèche (M.S.)) durant environ une

semaine. Elles sont ensuite collectées et acheminées vers le séchoir où elles sont déshydratées (75 % de M.S.) durant un jour et ainsi stabilisées. Le produit obtenu en sortie de séchoir constitue un engrais organique normalisé (engrais organique NP d'origine animale de classe VI) qui est stocké en hangar minimum 6 mois en attente de sa commercialisation.

La production annuelle totale de fientes à 75% de MS en sortie de séchoir équivaut à 1 440 tonnes et représente un volume de 2 400 m³.

Article 15.2 - Gestion des ouvrages de stockage ou de (pré)traitement : conception, dysfonctionnement

Les ouvrages de stockage des fientes sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les fientes déshydratées, en sortie de séchoir, sont réparties en andains stockés dans le hangar à fientes. 2 andains peuvent être contenus dans cet hangar, chaque andain représentant la production de 6 mois, soit 1 200 m³ chacun. Les andains sont à leur base de forme parallélépipédique (15,4 m x 20 m) et en sommet en prisme triangulaire (5,80 m de hauteur).

A l'issue de la constitution d'un andain, soit au terme de 6 mois, l'andain est analysé avant d'être commercialisé. Un prélèvement représentatif de chaque andain est effectué (l'échantillonnage est réalisé en plusieurs points de l'andain, selon la méthode HACCP retenue dans la procédure d'agrément sanitaire sous-produits). Les paramètres suivants seront recherchés avec les fréquences et selon les références telles que :

⇒ paramètres agronomiques : sur chaque andain et selon les normes AFNOR NF U 42-001 et 44-051 : pH, % MS, % MO, N, C, NH₄, P₂O₅, K₂O, CaO et MgO ;

⇒ éléments traces métalliques : 1 fois par an et selon les normes AFNOR NF U 42-001 et 44-051 : cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc, arsenic, sélénium ;

⇒ éléments pathogènes : sur chaque andain et selon le règlement sanitaire sous-produit n°142/2011, annexe 11, section 2 : Escherichia coli, Enterococcaceae et Salmonella

Pour permettre la commercialisation en engrais NF U 42-001, le produit doit respecter :

- teneur en N inférieure à 3% ;
- teneur en P₂O₅ inférieure à 2.5% ;
- teneur en N+P₂O₅+K₂O inférieure à 7%.

non 

En cas de non-respect de l'un des paramètres, les engrais ne peuvent pas être épandus en la forme.

En cas de non-conformité à la norme NF U 42-001, une filière alternative autorisée pour le traitement des fientes (compostage) est prévue pour le devenir de ces fientes.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour veiller à ce qu'il n'y ait pas d'élévation trop importante de la température de l'andain (surveillance visuelle, maintien d'une atmosphère ventilée, relevé régulier de températures...) afin d'éviter tout échauffement du produit.

Un bordereau de suivi accompagne chaque expédition d'engrais et comporte l'ensemble des mentions obligatoires tout en respectant les modalités du marquage, conformément à la norme NF U 42-001, notamment :

- la désignation « engrais NF U 42-001 » ou « engrais CEE »,
- la dénomination du type d'engrais,
- les teneurs en éléments fertilisants,
- la mention « A n'utiliser qu'en cas de besoin reconnu, ne pas dépasser la dose prescrite »,
- la masse et/ou le volume,
- les coordonnées du responsable de la mise sur le marché (nom, raison sociale, marque déposée, adresse).

Les analyses et les bordereaux de suivi sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il n'y a pas d'épandage sur le site étant donné le processus de transformation en engrais normalisé.

Article 15.3 - Entretien des réseaux

Le bon état de l'ensemble des installations de collecte, de traitement, de stockage ou de rejet des eaux est vérifié périodiquement afin qu'elles puissent garder leurs pleines utilisations.

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

Article 15.4 - Eaux usées sanitaires

Les eaux usées sanitaires doivent être évacuées (selon le cas) :

- dans des dispositifs d'assainissement autonomes spécifiques conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 07 septembre 2009 ;
- par raccordement au réseau communal d'assainissement dans le respect des prescriptions du règlement édictées par le gestionnaire de ce réseau.

TITRE 5 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Le brûlage à l'air libre est interdit. à l'exclusion des essais incendie.

ARTICLE 17 : ODEURS ET GAZ

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz, en particulier d'ammoniac, susceptibles de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions d'anaérobie dans les lieux de stockage. Ces derniers étant susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

Si l'exploitant met en œuvre un traitement destiné à atténuer les nuisances olfactives par utilisation d'un produit à action bactériologique ou enzymatique celui-ci sera utilisé conformément aux recommandations du fabricant (fréquence d'utilisation, dose).

Ces recommandations, de même que les justificatifs comptables relatifs à l'achat du produit désodorisant sont tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 18 : EMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les opérations de manipulation, de séchage, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

TITRE 6 : DECHETS

ARTICLE 19 : PRINCIPES DE GESTION

Article 19.1 - Limitation de la production de déchets

Les déchets internes à l'établissement sont collectés, stockés et éliminés dans des conditions qui ne sont pas de nature à nuire aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Toute disposition est prise afin de limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation économiquement possibles. Les diverses catégories de déchet sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.

Sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté, la collecte et l'élimination des déchets doivent être réalisées conformément aux dispositions du code de l'environnement, livre V, titre V sur les déchets et des textes pris pour son application.

Article 19.2 - Stockage des déchets

Les déchets produits sont stockés dans des conditions prévenant tous les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets produits par l'établissement et susceptibles de contenir des produits polluants sont stockés dans des récipients étanches ou sur des aires étanches.

Quelles que soient les destinations des déchets internes, leur quantité en stock au sein de l'établissement ne doit en aucun cas dépasser la production de quatre mois d'activité à allure usuelle des installations.

Article 19.3 - Elimination des déchets banals

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique caoutchouc, etc.) peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Conformément aux articles R-543-66 à R-543-72 du code de l'environnement, les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui produisent un volume hebdomadaire de déchets inférieur à 1100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Article 19.4 - Elimination des déchets dangereux

Les déchets dangereux, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires ainsi que les emballages ayant contenu des produits de nettoyage, de désinfection, de traitement ou tout produit présentant un danger pour les personnes ou l'environnement sont éliminés ou recyclés dans les conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Article 19.5 - Cadavres d'animaux

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement facile à nettoyer et à

désinfecter, séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Ils sont entreposés dans des conditions prévenant tout risque de pollution de l'environnement (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs, ...) et à l'abri des prédateurs.

TITRE 7 : PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores des installations ne doivent pas dépasser les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété fixés dans le tableau ci-après, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne).

Les différents niveaux de bruits sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré $L_{Aeq,T}$. L'évaluation de ce niveau doit se faire sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant des installations.

$L_{Aeq,T}$ aux points :	dB(A)
Jour(7 h à 22 h)	70
Nuit, dimanches et jours fériés	60

En outre, l'émergence* doit rester inférieure, pour la période allant de 22 heures à 6 heures, à 3 dB(A) (à l'exception de la période de chargement et de déchargement des animaux), et pour la période allant de 6 heures à 22 heures, aux valeurs suivantes :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE Admissible en db (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

* L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

L'exploitant réalisera, dans un délai inférieur à un an à compter de la mise en service de la partie nouvelle de l'installation, une étude de bruit.

TITRE 8 : SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

ARTICLE 20 : PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

ARTICLE 21 : MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

Article 21.1 - Bilan de fonctionnement

En vue de permettre au préfet de réexaminer si nécessaire les conditions de l'autorisation, et conformément à l'arrêté du 29 juin 2004, l'exploitant lui présente régulièrement un bilan de fonctionnement portant sur les conditions d'exploitation de l'installation inscrites dans le présent arrêté.

Ce bilan contient :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie;
- les conditions de consommation rationnelle de l'eau;
- les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation.

Ce bilan de fonctionnement devra être transmis au plus tard le **31 juillet 2022**, puis tous les dix ans. Toutefois le Préfet peut demander une remise d'un bilan anticipé s'il estime que les conditions d'exploitation ont évolué ou si un nouveau document de référence présentant les meilleures techniques disponibles est publié. Puis, il est ensuite présenté au moins tous les dix ans.

Article 21.2 - Déclaration des émissions polluantes

Conformément à l'arrêté du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation, l'exploitant déclare au préfet pour

chaque année civile, la masse annuelle des émissions de polluants à l'exception des effluents épandus sur les sols, à fin de valorisation ou d'élimination.

ARTICLE 22 : SUIVI ,INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

